

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara - CS 70248
13331 Marseille Cedex 03

Marseille, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Travaux de Pompage et Assainissement

BP 9
Poste 145 PAM
13016 MARSEILLE 16

Références : D-1166-MRS-2022

N°AIOT (à rappeler pour toute correspondances) : 0006404570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement Travaux de Pompage et Assainissement implanté BP 9 Poste 145 PAM 13016 MARSEILLE 16. L'inspection a été annoncée le 05/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle afin d'effectuer le récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juin 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Travaux de Pompage et Assainissement
- BP 9 Poste 145 PAM 13016 MARSEILLE 16
- Code AIOT dans GUN : 0006404570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société TPA exploite des installations de transit, regroupement, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juin 2021, et plus particulièrement les prescriptions qui nécessitaient des actions de l'exploitant avant la mise en service.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 2.9.1	/	Sans objet
Autosurveillance Rejets "eaux" et prélèvements	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 4.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autres limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 1.2.3.1	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 1.5.3	/	Sans objet
Autosurveillance Rejets "eaux" et prélèvements	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 2.6.3	/	Sans objet
Gestion des rejets	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 4.3.3	/	Sans objet
Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 7.2.2	/	Sans objet
Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.4.5	/	Sans objet
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.5.3	/	Sans objet
Conditions particulières	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 9.4	/	Sans objet
Dispositions particulières Transit regroupement déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 9.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence d'écart majeur. Les travaux et transmissions documentaires prescrits à l'exploitant ont été réalisés. Deux écarts font l'objet d'une demande de compléments à l'exploitant dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport :

- le registre des relevés de consommation d'eau ;
- le bilan annuel pour 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Autres limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 1.2.3.1
Thème(s) : Autre, Quantité maximale de déchets présents sur site
Prescription contrôlée : Les quantités maximales de déchets présents sur le site sont définies à l'article 1.5.2 du présent arrêté. L'exploitant doit être en mesure de s'assurer, et de justifier, du respect de ce seuil.
Constats : Actuellement, l'exploitant pèse tous les soirs le stock de la journée pour s'assurer du respect des quantités autorisées. Pour les cuves, c'est une relève du volume à partir de la sonde de niveau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 1.5.3
Thème(s) : Autre, Etablissement des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant communiquera au Préfet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, le document attestant de la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux R.516-1 et suivants du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis l'attestation de constitution des garanties financières par courriel du 4 août 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance Rejets "eaux" et prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 2.6.3
Thème(s) : Autre, Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. La transmission des résultats de l'auto surveillance est effectuée dans les délais prescrits dans le présent arrêté. Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) Ils sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans. L'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 2.6.2, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.
Constats : Lors de l'inspection, il a pu être constaté que l'exploitant réalisait les mesures de surveillance des rejets d'eaux. Les résultats pour 2021 ont été transmis par courriel.
Observations : Dès confirmation de l'administration, l'exploitant saisira ses résultats d'analyse des rejets d'eau dans l'outil GIDAF, avec effet rétro-actif à compter du 1 ^{er} mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilans périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 2.9.1
Thème(s) : Autre, Bilan environnemental annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : <ul style="list-style-type: none">• des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.• de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé le bilan annuel prévu à l'article 2.9.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021.
Observations : L'exploitant transmet sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport le bilan annuel 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 4.3.3
Thème(s) : Autre, Réseaux de collecte et traitement des eaux pluviales
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment). Les débourbeur-déshuileurs sont régulièrement entretenus et font l'objet d'un nettoyage au minimum annuel.
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en place un réseau de collecte et de traitement des eaux pluviales sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance Rejets "eaux" et prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 4.5.1
Thème(s) : Autre, Relevés des Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'Inspection.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'effectuait pas le relevé hebdomadaire de sa consommation d'eau et n'avait pas mis en œuvre le registre correspondant. Observations : Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmet le registre des relevés hebdomadaires de la consommation d'eau depuis le début de l'année. Sur la période du 1 ^{er} janvier 2022 à la date de l'inspection, le relevé sera basé sur les factures mensuelles de l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 7.2.2
Thème(s) : Autre, Mesures des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit en limite de site et de l'émergence est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et en période de jour compte tenu de l'activité très majoritairement diurne de TPA. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant avait réalisé une mesure de bruit dans les 6 mois suivant l'arrêté préfectoral d'autorisation (<i>rapport de mesures de bruit n°KALIES KASE 21.103 du 27 janvier 2022</i>).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.4.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de préventions prévues par l'étude technique sont réalisées, par un organisme compétent, au plus tard dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté.</p> <p>Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.</p>
Constats : Les travaux de protection contre la foudre se sont déroulés entre juillet 2021 et mars 2022, en fonction des différentes phases de travaux du site. La vérification initiale a été effectuée le 28 juin 2022, <i>cf rapport RG Consultant référencé RGC 27 365 révision B du 08 juillet 2022.</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : En cas de sinistre ou d'évènement susceptible de conduire à une pollution du milieu naturel, l'exploitant dispose d'une capacité de confinement de 180 m3, qui est maintenue disponible en permanence. En cas d'incendie, les eaux d'extinction d'incendie sont entièrement confinées dans une cuve de 180 m3, grâce à la présence d'une vanne permettant d'isoler le réseau d'évacuation des eaux pluviales et d'une pompe de relevage dirigeant les eaux collectées vers la cuve. En dehors des heures d'ouverture, la fermeture de la vanne ainsi que la mise en service de la pompe de relevage sont asservis à la détection incendie. Le mécanisme de fermeture de la vanne ainsi que l'alimentation de la pompe de relevage sont secouru afin de permettre leur fonctionnement y compris en cas de défaillance de l'alimentation électrique du site. Le dispositif de fermeture de la vanne permettant d'isoler le réseau d'évacuation des eaux pluviales est clairement identifié et maintenu facilement accessible en toute circonstance. Le matériel éventuellement nécessaire à la fermeture de cette vanne est maintenu en bon état et à proximité immédiate. L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont menés sur ces équipements, et sont consignés dans un registre. Les eaux collectées sont analysées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Ce dispositif de confinement est mis en place dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les équipements permettant la collecte et la mise en rétention des eaux d'extinction ont été installés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 9.4
Thème(s) : Autre, Dispositions Transit-regroupement de déchets pyrotechniques
Prescription contrôlée : Le stockage des déchets pyrotechniques en transit est effectué exclusivement dans un conteneur dédié situé au Sud Ouest du site. Aucun stockage n'est réalisé dans un rayon de 10 mètres autour de ce conteneur. La mise en place de ce conteneur sera effectuée dans un délai maximum de 7 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral. Les dispositions de l'arrêté du 16 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2793-2, ou de tout texte s'y substituant, sont applicables à l'exception de l'article 2.1.
Constats : Le conteneur dédié au stockage des déchets pyrotechniques a été installé. Il est distant de toutes les installations de stockages présentes sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions particulières Transit regroupement déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 9.6.2
Thème(s) : Autre, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les déchets liquides réceptionnés sont stockés dans des cuves placées dans des rétentions maçonnées d'un volume total de 476 m3. La cuve de réception des déchets non valorisables est placée dans une rétention de 37 m3. En cas de modification du nombre ou du volume des cuves stockage, le volume des rétentions sera adapté, si nécessaire, afin de satisfaire aux dispositions de l'article 8.5.2 du présent arrêté. Chacune des cuves de stockage de déchets liquides est équipée d'une détection de niveau avec une alarme niveau haut dont le déclenchement entraîne l'arrêt immédiat du remplissage. Ces équipements sont vérifiés annuellement, et le rapport de vérification tenu à disposition de l'inspection. Tous les événements des cuves de stockage sont raccordés à un dispositif de captation et de traitement, dans les conditions prévues au titre 3 du présent arrêté. Concernant les cuves de stockage, ce système sera fonctionnel dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Le système de captation des événements des cuves de déchets liquides est en place. De plus, l'exploitant a réalisé une analyse sur les deux points de rejets atmosphériques. Le rapport n°12632121-001 du 7 juin 2022 n'a pas mis en évidence de dépassement de la valeur limite d'émission pour les paramètres analysés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet